



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article759>

Formation du nouveau Gouvernement : L'Opposition Démocratique ne participe pas.



Date de mise en ligne : mardi 26 août 2008

Union des Forces de Progrès

3 des quatre partis qui forment l'instance de l'Opposition Démocratique, s'exprimant (ils l'ont dit) au nom de celle-ci, ont décidé de ne pas participer au gouvernement en gestation sous la houlette de M. Moulaye Ould Mohamed Laghdaf le nouveau Premier ministre de la junte.

A l'exception du HATEM, qui est partant pour la participation sans condition, si ce n'est de « *lutter contre la gabegie* », les responsables des autres partis à savoir, le RFD, l'AJD/MR et le MDD, après avoir apporté leur caution morale au coup d'Etat du 6 août, ont finalement décidé (le 26 août), de ne pas participer au futur gouvernement.

Aussi, Messieurs Ahmed Ould Daddah, Ibrahima Moktar Sarr et Amar Ould Rabah ont convié la presse le 26 août pour lui expliquer les raisons de leur refus de participer à la nouvelle équipe. Participation qui aura été perçue comme une caution supplémentaire et gratuite au « *Mouvement de la Rectification* », en l'absence de garanties sur les intentions de la junte concernant deux points essentiels soulevés dans la plateforme de 35 points que l'Opposition Démocratique avait soumise aux nouvelles autorités, concernant la durée de la transition et la neutralité du Haut Conseil d'Etat (HCE) dans la future élection présidentielle.

Le président Ahmed Ould Daddah a rappelé à cet égard la déclaration commune signée le 6 août par partis de l'Opposition Démocratique qui comportait une analyse de la situation du pays qui avait atteint « *un seuil en faisant un obstacle, plus qu'un facteur développement* » et qualifié la période antérieure au coup d'Etat du 6 août, d'« *année blanche* ».

Le président Ould Daddah a rappelé les contacts entrepris avec le HCE, lesquels, devaient conduire à la participation des partis de l'Opposition au Gouvernement.

Interrogé si, après ce refus de participer au gouvernement l'Opposition Démocratique n'envisage pas d'intégrer le FNDD, Ould Daddah a indiqué que cette question se pose pas mais que l'Opposition reste « *ouverte au dialogue* ». A notre question de savoir, quelle sera l'attitude des parlementaires du RFD, dans le cas où leur parti n'est pas représenté au gouvernement, Ould Daddah a indiqué : « *Je ne connais que deux positions : soutenir ou s'opposer* ».

De son côté Ibrahima Moctar Sarr (IMS) président de l'AJD/MR a déclaré : « *Nous vous rencontrons pour vous faire le point des contacts que nous avons eus avec le président de l'autorité militaire qui dirige actuellement le pays et finalement la position que nous avons prise en conséquence.*

Comme vous le savez, après le communiqué commun que nous avons publié, nous avons estimé qu'il était de notre devoir, compte tenu de la situation du pays, d'entrer en contact avec ces autorités pour voir dans quelle mesure nous pouvons conjuguer nos efforts pour faire face à cette nouvelle donne politique ».

Et M. Sarr d'indiquer : « *Nous avons élaboré une plate-forme en 35 points que nous avons adressée au président du Haut Conseil d'Etat. Celui-ci a pris le soin d'examiner ces 35 points, il nous a convoqués par la suite séparément alors que nous étions venus la lui présenter ensemble. Il a répondu à chacun d'entre nous, principalement au président Ahmed Ould Daddah et à moi-même, parce que, je le précise, le président Amar Ould Rabah n'a pas été convoqué et le président Saleh Ould Hannena n'était pas à Nouakchott en ce moment* ».

Et d'ajouter : « *Au président Ahmed Ould Daddah et à moi-même, il (le président du HCE, ndlr) nous a dit à peu près*

Formation du nouveau Gouvernement : L'Opposition Démocratique ne participe pas.

la même chose : « votre plate-forme est acceptable dans l'ensemble, je pense que nous pouvons nous entendre.

Par rapport à deux points précis, en ce qui concerne la durée de la transition, je ne dois pas me prononcer toute suite parce que nous voulons qu'elle soit décidée ensemble avec vous et avec d'autres.

Des discussions doivent être engagées pour que nous puissions tous décider la durée de la transition. Par rapport à l'engagement des militaires pour ne pas se présenter aux futures élections et pour leur neutralité absolue par rapport à cette consultation, nous n'avons pas encore pris de décision pour le moment.

Nous voulons vous associer au futur gouvernement que nous allons former incessamment, dans 2 jours. Et nous tenons beaucoup à votre participation ». Voilà en gros ce que le président du Haut Conseil d'Etat a dit, précise le président de l'AJD/MR.

Ensuite, M. Sarr a conclu : « Pour apprécier ces réponses, d'abord chaque parti l'a fait de manière spécifique, ensuite nous nous sommes retrouvés en tant que chefs de partis de l'Opposition démocratique et nous avons estimé que, dans leur globalité, elles ne nous permettent pas de répondre favorablement à l'appel du Haut Conseil d'Etat.

Parce que par rapport à ces 2 questions essentielles, nous trouvons qu'il n'y a pas de réponse et nous ne pouvons pas nous engager tant que nous ne savons pas si les militaires ont l'intention d'être neutres dans les futures élections ou s'ils ne vont pas eux-mêmes se présenter et aussi si la durée de la transition n'est pas précisée. Et nous l'avons signifié au président du Haut Conseil d'Etat.

Voilà ce que nous avons eu comme contacts et ce que nous nous sommes dit. Notre position définitive c'est que nous restons ouverts à toute évolution positive de la part des autorités militaires mais pour le moment, nous ne pouvons pas répondre favorablement à leur désir de nous voir participer à la gestion de cette transition ».

IOM